

*Le budget*

Finances de nous avoir consultés avant de présenter ce Budget.

On sait déjà que depuis 1984, lorsqu'on est entrés au pouvoir, nous avons déjà une dette accumulée de 200 millions de dollars. Très souvent, les gens ne font pas la différence entre la dette accumulée et le déficit annuel. On sait fort bien, si on fait un calcul rapide de la dette que nous avons à ce moment-là, soit 206 milliards de dollars, et que nous le comparons à l'administration qui en a été faite depuis, car vous savez que de 1984 à aujourd'hui, l'administration du présent gouvernement, si nous excluons la dette que nous avons à ce moment-là, nous permet de constater des surplus d'opération.

L'an passé, nous avons déjà un surplus d'opération sur nos programmes de 12 milliards de dollars. Si on fait une projection sur l'an prochain, nous aurons peut-être un surplus de 25 milliards de dollars. Mais ce qu'il faut cependant expliquer aux gens, c'est que ces 206 milliards que nous avons en 1984, avec les intérêts accumulés, représentent 239 milliards en intérêts. Alors, lorsqu'on fait l'addition de la dette de 1984 avec les intérêts composés, en soustrayant le surplus, nous arrivons présentement à une dette totale de 420 milliards de dollars.

Il n'est pas facile, lorsqu'un gouvernement prend le pouvoir, de devoir gérer, dès le départ, avec un déficit d'opération. C'est comme si on demandait à une famille qui paie 100\$ par semaine d'épicerie, de payer son loyer, de payer les intérêts sur sa dette ou de payer les termes de l'automobile ou de la maison, alors qu'il lui manque déjà 16\$ sur ses 100\$. Alors, il faut commencer à faire le travail, soit réduire des dépenses superflues pour atteindre finalement la possibilité de payer juste l'épicerie et ensuite payer les intérêts de la dette, rembourser le capital sur la dette et ainsi de suite.

C'est ce que le gouvernement conservateur est en train de faire. Alors, nous avons déjà des surplus d'opération, un déficit qui diminue tous les ans, de sorte que d'ici 1994-1995, nous pourrions commencer à rembourser la dette.

• (1700)

Alors je pense que déjà là, c'est un encouragement et que la gestion et l'opération du gouvernement sont une opération, non pas à court terme, mais à long terme. Lorsqu'on le demande aux gens d'affaires et aux propriétaires de PME, ils se disent d'accord avec l'approche du gouvernement. Quels sont ceux qui créent les emplois? Naturellement, ce sont les PME, les entrepreneurs et ces gens-là, il faut naturellement qu'ils aient confiance en notre gestion.

Dans le présent Budget, nous avons annoncé une baisse d'impôt chez les particuliers de 1 p. 100 pour cette année, ce qui représente une économie ou une injection d'argent dans l'économie de 500 millions de dollars. Si on

tient compte d'un autre 1 p. 100 pour l'an prochain, cela se traduira en une autre injection d'argent de 1,2 milliard de dollars. On dit que 1 p. 100, ce n'est pas beaucoup, mais si on ne l'avait pas fait, on pourrait économiser tout près de 2 milliards de dollars, ce qui abaisserait notre déficit d'autant ou notre dette d'autant. Alors je pense que cette mesure-là permet justement à tous les particuliers de respirer un peu mieux et à l'économie de bénéficier, pour les deux prochaines années, d'un total de 2 milliards de dollars.

On sait également que les entrepreneurs—et je le disais tout à l'heure—sont le coeur de notre économie. Mais trop longtemps, on les a surchargés d'impôts. Les mesures fiscales n'avaient pas tendance à les encourager; au contraire, on leur imposait une charge. Alors, on a annoncé dans le présent Budget une diminution de 1 p. 100 sur les revenus d'opération. On sait que pour les entrepreneurs, après une année, leur bénéfice est taxé à partir du premier sou. Alors, lorsqu'on enlève 1 p. 100 d'imposition sur ces bénéfices, il est important pour l'entrepreneur car il pourra, à ce moment-là, vendre son produit à des coûts moindres, donc faciliter les exportations, faciliter la vente et augmenter nécessairement la création d'emplois. Lorsqu'un produit se vend, il faut des ouvriers supplémentaires et c'est ainsi qu'on doit travailler, en collaboration avec l'entrepreneur, pour créer de futurs emplois.

Également, ce qu'on a permis aux entrepreneurs—et j'ai déjà été en affaires—lorsque nous achetons des équipements, on sait que sur le rapport d'impôt on peut déduire la dépréciation de l'équipement, donc, lorsqu'on annonce dans le présent budget une dépréciation de 30 p. 100 sur le rapport d'impôt pour une entreprise, cela représente des montants extrêmement importants. Si on a, par exemple, des équipements d'une valeur de 100 000\$, et qu'on déduit 30 p. 100, cela représente 30 000\$ de déductions à partir des profits. Alors, c'est un encouragement, un incitatif et cela démontre aux entrepreneurs que le gouvernement est avec eux et qu'il leur donne une chance dans les années futures d'aller vers un marché mondial qui est de plus en plus compétitif. C'est de cette façon-là, encore une fois, que les emplois seront créés.

On a également permis à la petite entreprise de bénéficier d'un capital de risques un peu plus élevé avec des intérêts un peu plus bas; de 100 000, on est passé à 200 000, ce qui permet à la PME ou à l'entrepreneur qui veut se lancer en affaires de bénéficier d'un crédit avantageux. On a également annoncé qu'on injectait 230 millions de dollars dans la recherche et le développement.

Ce sont donc des mesures qui permettent finalement d'encourager l'entrepreneurship. J'écouterai le président